

ORGANISER TA VEILLE JURIDIQUE

{Juridique}



La veille juridique permet d'être au fait du droit, autant du droit applicable que des réformes en cours. Elle est donc importante, que ce soit au moment de lancer ton projet que tout au long de sa mise en œuvre. Mais dans le flot des actualités juridiques, on peut vite se perdre et passer à côté d'informations essentielles. La bonne nouvelle, c'est qu'il existe des méthodes et des outils pour gagner du temps. On les résume pour toi ici !

“

Dans le flot des actualités juridiques, on peut vite se perdre et passer à côté d'informations essentielles. La bonne nouvelle, c'est qu'il existe des méthodes et des outils pour gagner du temps.

”

QUELLE EST L'UTILITÉ ?

- - - - X

Organiser une veille juridique consiste à se tenir informé de l'actualité du droit à une fréquence régulière. Puisque le principe est que “nul n'est censé ignorer la loi”, tu as obligation de te tenir au fait de la réglementation juridique qui s'applique à toi, à ton domaine comme à ta structure d'activité.

Connaître l'état actuel et les évolutions du droit te permettra de gagner en crédibilité auprès des autorités et, le cas échéant, d'éviter les sanctions.

Tu pourras également anticiper le changement de règles en préparant ta mise en conformité avec sérénité et en gagnant du temps.

Par ailleurs, l'actualité juridique n'est pas que porteuse de nouvelles contraintes : certains changements peuvent être favorables à ton activité et la veille juridique te permettra de profiter de ces évolutions bénéfiques dès leur entrée en vigueur.

QUELLE STRATÉGIE SUIVRE ?

- - - - X

Parce que ton activité est certainement très prenante, tu as tout intérêt à mettre en place ta stratégie de veille en amont pour que celle-ci fonctionne sans trop besoin d'effort ensuite.

Avant toutes choses, il est bon d'être au fait sur les questions suivantes pour que ta veille puisse être efficace :

1. Quelle(s) norme(s) s'appliquent à ton domaine et ta structure d'activité ?

Si ton activité se cantonne à un pays seulement, alors le droit local sera ta norme de référence ; si ton activité s'étend à l'international, il te faudra étendre ta veille juridique à l'international également.

2. Quelle est la hiérarchie des normes dans le système de droit qui s'applique à toi ?

Cette information te permettra d'évaluer le degré de contrainte d'une nouvelle réglementation en sachant à quel niveau celle-ci se positionne. Savoir, par exemple, qu'en droit français la loi s'impose au décret est important si tu te trouves face à une loi nouvelle et un décret antérieur qui se contredisent.

3. Comment identifier les sources juridiques fiables ?

De nos jours, les informations juridiques se partagent à foison sur la toile. Pour autant, elles ne sont pas toutes dignes de confiance et il convient d'être prudent sur les sources consultées. Privilégie plutôt les sources officielles (les sites en extension .gouv, en tant que sites gouvernementaux, la base de données Légifrance, ou encore le site <https://www.service-public.fr/>). A l'inverse, sois prudent quant aux forums ou aux avis de particuliers en prenant soin de recouper les informations qui te sont partagées. Si tu as un quelconque doute, tu peux envoyer un courrier à l'organisme compétent et poser ta question, cela en gardant une preuve d'envoi : cela pourra toujours contribuer à prouver ta bonne foi si cela s'avérait nécessaire ensuite.

Ces questions opéreront un premier niveau de tri dans ta méthodologie de veille.

Ensuite, tu pourras affiner ta stratégie en définissant quelles sont les informations pertinentes à suivre par rapport à l'activité de ta structure. La veille devrait n'être ni trop ciblée (au risque de passer à côté d'actualités qui pourraient avoir un lien avec ton domaine d'activité), ni trop large (pour éviter de te perdre dans un flot d'informations qui ne s'appliquent pas directement à toi).

Une fois que tu auras extrait l'information pertinente, tu pourras la communiquer, texte à l'appui, à la personne compétente au sein de ton équipe pour l'analyser et en tirer les conclusions nécessaires pour ta structure ou ton activité. Si des changements s'imposent, tu pourras alors travailler à ta mise en conformité et là encore, la veille juridique t'apportera certainement de précieux conseils ou exemples de bonnes pratiques mises en place par d'autres structures similaires à la tienne.

QUELS OUTILS ?

- - - - X

Des outils fiables et efficaces existent pour te permettre d'automatiser ta veille juridique. Une fois ces outils mis en place, tu n'auras plus à aller chercher l'information, celle-ci viendra à toi !

- **Il existe de nombreux sites d'actualités juridiques** qui proposent des fonctionnalités d'abonnement ou d'alerte : par exemple les éditeurs Francis Lefevre, LexisNexis ou Dalloz qui proposent une newsletter périodique (la plupart sont payantes) ; le site Service-Public.fr propose également de recevoir une alerte par mail dès que l'information d'une page consultée est mise à jour (cf. le bouton "être alerté en cas de changement" en bas d'un article)

- Même si cela n'est pas toujours une obligation juridique, s'entourer des services d'un **comptable** peut aussi être une bonne stratégie pour être informé des dernières obligations juridiques dans ton domaine d'activité.

- **Google Alertes** permet aussi de paramétrer une alerte sur une expression clé de ton choix pour recevoir les nouvelles actus par email.
- Les **réseaux sociaux** sont une source précieuse d'informations, qu'il conviendra quand même de recouper pour en vérifier la fiabilité. Tu peux ainsi t'abonner sur les comptes de personnalités publiques pertinentes dans ton domaine pour suivre leur actualité.

- Le **Réseau CÄRYS** est aussi un lieu d'échange et de partage qui peut t'aider dans ta veille juridique : tu as une question ? Un autre porteur de projet a peut-être la réponse ! Tu viens de recevoir une information juridique importante ? Certainement qu'elle intéressera aussi un autre membre du Réseau :)